Colloque international : Les chemins politiques de la transition écologique

Organisateurs : UMR5600 Environnement, Ville, Société (Université de Lyon) Laboratoire de Changement Social et Politique (Université Paris 7, Denis Diderot, Mines-Télécom

27 et 28 octobre 2014 à l'ENS Lyon, site Descartes

La nécessité de passer d'un mode de développement destructeur de la nature à un autre qui serait plus « vert » ou plus « durable » a été réaffirmée par l'ensemble des Etats de la planète lors du Sommet de Rio +20 en juin 2012[1]. D'où l'emploi à quatre reprises du terme « transition » dans le texte de base proposé comme point de départ aux négociateurs. Le flou demeure cependant sur ce dont il s'agit. L'idée de « transition », par exemple en physique ou en économie, renvoie au passage d'un état bien défini vers un autre état bien défini. Or en matière de « transition écologique » si un accord se fait peu à peu sur la nécessité d'intégrer les écosystèmes dans la gouvernance des sociétés, et donc en creux sur le diagnostic d'un mode de développement qui est en l'état peu compatible avec cet objectif, pratiquement toutes les autres enjeux font débat, tant en termes théoriques que pratiques. L'examen des propositions faites par les diverses sciences depuis plusieurs décennies en témoigne : ce qu'il faut entendre par « écologisation » du modèle dominant de société fait problème. Ceci pose en creux la question de ce qui fait obstacle, et amène à interroger ce dans quoi nous sommes pris : est-ce la modernité ? Le capitalisme ? Le libéralisme ? L'anthropocentrisme ? Si à l'évidence se posent des questions de rapports de force, les diagnostics sont nombreux et contradictoires.

La problématique de la transition ne se limite pas à l'échelle globale, elle est reprise à tous les échelons de l'action collective, sous une diversité de dénominations. Des ouvrages militants, tels que *Transition écologique, mode d'emploi* (Hopkins, 2011) mettent l'accent sur la double crise économique et écologique, arguant la nécessité d'un débat public. D'autres cherchent au contraire à engager la lutte, comme à Notre-Dame-des-Landes, ou dans une Ardèche menacée par l'extraction des gaz de schiste. Ici comme ailleurs cette notion renvoie à des actions qui peuvent paraître s'exclure et se critiquer les unes les autres, ce qui pose la question du contenu exact de l'enjeu. Quelle place du politique ? De la société civile ? De l'économie ? De notions (ré)émergentes, telles que le « bien commun » ? S'agit-il d'une disparition des idéologies (« tous écolos ! ») ou au contraire d'un ré-enchantement de la politique, au sens d'une référence à un grand récit, à un sens de l'histoire ? La « transition » n'est-elle qu'un nouvel avatar de la guerre des mots, les trente dernières années ayant vu l'apparition, l'usage et l'absorption d'autres notions pouvant sembler proches sinon identiques (développement durable, crise écologique, décroissance, résilience, etc.) ? Quel est le rapport de ces publics aux partis dits verts, qui ont longtemps dominé la scène, sur ces questions, mais semblent

[1] http://www.uncsd2012.org

désormais jouer le rôle d'un repoussoir, au bénéfice de courants éco-socialistes, éco-marxistes, éco-libertaires, d'un côté, et de l'autre un « capitalisme vert » qui semble ne pas perdre de temps avec la sémantique ? En termes sociogéographiques, le cadre de la transition écologique s'applique-t-il de façon égale à tous les territoires et à toutes les luttes à travers le prisme uniformisant de la mondialisation, faisant abstraction des histoires et des ancrages politiques locaux, notamment en rapport avec les contextes postcoloniaux ? Enfin, comment différencier l'engagement du militantisme, lorsque le changement s'applique à toutes les dimensions de la vie des personnes, et quel est le rôle de la contrainte, qu'elle soit économique, écologique ou politique ?

Les propositions de communications feront 5000 signes maximum et sont à envoyer avant le 10 juin 2014 à l'adresse anahita.grisoni@ens-lyon.fr . Les propositions qui mettront en relation une analyse théorique et un travail empirique seront privilégiées. Le résultat de la sélection sera transmis aux candidats à la fin du mois de juin 2014.

Propositions de sessions

1) Rupture ou continuité : atelier 1) rupture sociale, atelier 2) rupture épistémologique
2) Formes de la transition : atelier 1) transformations sur le territoire, atelier 2) pratiques de consommation et transition
3) Conservatisme ou émancipation ? : atelier 1) spiritualité et transition atelier 2) une vision apolitique de l'histoire ?
4) La transition vers quoi ? Considérations anthropologiques, écologiques et politiques

Bibliographie

ARNSPERGER, Christian, « Fonder l'économie écologique, Crise environnementale, crise économique et crise anthropologique », Revue d'éthique et de théologie morale, 2013/HS (n° 276)

COUTROT, Thomas, FLACHER, David, MEDA, Dominique (dir.), *Pour en finir avec ce vieux monde. Les chemins de la transition*, Utopia, Paris, 2011

FREMEAUX, Philippe, KALINOWSKI, Wojtek, LALUCQ, Aurore, *Transition écologique, mode d'emploi*, Les petits matins, Paris, 2010

HOPKINS, Rob, *Manuel de Transition : de la dépendance au pétrole à la résilience locale*, Les Éditions écosociété, 2010

JUAN, Salvador, *La transition écologique*, Eres, Paris, 2011